

**ARRÊTÉ COMPLEMENTAIRE
autorisant la poursuite de l'exploitation des installations,
après réexamen IED, par la société SWISS KRONO
implantée route de Cerdon à SULLY-SUR-LOIRE (45600)**

**La Préfète du Loiret
Chevalier de la Légion d'honneur**

VU la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution), dite « directive IED » ;

VU la décision 2015/2119/UE du 20 novembre 2015 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour la fabrication de panneaux à base de bois, au titre de la directive 2010/75/UE ;

VU le Code de l'environnement, et notamment le titre VIII du livre Ier et le titre Ier du livre V (parties législatives et réglementaires) ;

VU le décret du 10 février 2021 portant nomination de Mme Régine ENGSTRÖM, préfète de la région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 avril 1994 autorisant l'entreprise KRONOSPAN à poursuivre l'exploitation à SULLY-SUR-LOIRE, route de Cerdon, d'une usine de production de panneaux de particules ;

VU l'arrêté préfectoral du 02 juillet 1999 autorisant la société KRONOFRANCE à exploiter un atelier de production de panneaux de bois à SULLY-SUR-LOIRE ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 août 2013 actualisant les prescriptions techniques relatives à l'exploitation, par la société SWISS KRONO, de l'usine de fabrication de panneaux à base de bois, implantée sur le territoire de la commune de SULLY-SUR-LOIRE ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2018 imposant à la société SWISS KRONO des prescriptions complémentaires relatives au fonctionnement de l'usine de fabrication de panneaux à base de bois qu'elle exploite sur le territoire de la commune de SULLY-SUR-LOIRE en cas d'épisode de pollution de l'air ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 mars 2020 imposant des garanties financières à la société SWISS KRONO pour la mise en sécurité de son site de SULLY-SUR-LOIRE ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 2021 autorisant la poursuite de l'exploitation des installations, après réexamen IED, par la société SWISS KRONO implantée route de Cerdon à SULLY-SUR-LOIRE (45600) ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 décembre 2021 autorisant la poursuite de l'exploitation des installations par la société SWISS KRONO implantée route de Cerdon à SULLY-SUR-LOIRE (45600) ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2021 portant délégation de signature à M. Benoît LEMAIRE secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

VU le dossier de réexamen IED transmis par l'exploitant le 23 novembre 2016, conformément aux dispositions de l'article R.515-71 du code de l'environnement, et actualisé en août 2019 ;

VU le rapport de base, actualisé en octobre 2019, joint au dossier de réexamen IED ;

VU la demande de dérogation, formulée le 16 septembre 2019 dans les formes prévues au R.515-68, par la société SWISS KRONO pour le report de la date d'application de la MTD 17 au 24 novembre 2022, concernant la concentration maximale admissible pour les rejets atmosphériques de poussières des séchoirs directs, en vue de la fabrication de panneaux OSB, sur son site implanté route de Cerdon à SULLY-SUR-LOIRE (45600) ;

VU le dossier joint à la demande de dérogation, complété le 7 novembre 2019, notamment l'évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires ;

VU le dossier complété le 14 mai 2020 par les résultats d'une campagne de mesures de poussières dans l'air ambiant autour de l'usine, réalisée entre le 4 mars et le 6 avril 2020 par l'association Lig'Air ;

VU la demande de dérogation, formulée le 20 mai 2022, par la société SWISS KRONO pour le report de la date d'application de la MTD 17 au 1^{er} juillet 2024, concernant la concentration maximale admissible pour les rejets atmosphériques de poussières des séchoirs directs, en vue de la fabrication de panneaux OSB, sur son site implanté route de Cerdon à SULLY-SUR-LOIRE (45600) ;

VU la consultation du public concernant la demande de dérogation, qui s'est déroulée du 26 août au 22 septembre 2022 inclus sur les communes de SULLY-SUR-LOIRE, SAINT-AIGNAN-LE-JAILLARD, SAINT-PÈRE-SUR-LOIRE, VIGLAIN et VILLEMURLIN ;

VU l'avis exprimé par l'Agence régionale de santé le 14 septembre 2022 ;

VU les avis exprimés par les conseils municipaux des communes de SULLY-SUR-LOIRE le 19 septembre 2022, de VIGLAIN le 30 septembre 2022 ;

VU l'avis reçu par courriel le 21 septembre 2022 ;

VU la lettre de la société SWISS KRONO du 13 octobre 2022 en réponse aux retours de la consultation du public ;

VU le rapport et les propositions du 23 novembre 2022 de l'inspection des installations classées ;

VU la notification à l'exploitant de la date de la réunion du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa séance du 8 décembre 2022, au cours de laquelle le pétitionnaire a émis des remarques ;

VU la communication à l'exploitant du projet d'arrêté ;

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L.512-1 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation doivent tenir compte, d'une part, de l'efficacité des techniques disponibles et de leur économie, d'autre part de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants, ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau ;

CONSIDERANT que les mesures prévues par la société SWISS KRONO dans l'exercice de ses activités, complétées de l'application des dispositions du présent arrêté, sont de nature à prévenir efficacement les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques ainsi que pour la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDERANT que les prescriptions imposées à la société SWISS KRONO, pour l'exploitation de son usine de SULLY-SUR-LOIRE, doivent prendre en compte les valeurs limites d'émission (VLE) associées aux Meilleures Techniques Disponibles (MTD) figurant dans les documents BREF (Best available techniques REFerence documents) élaborés par la commission européenne et définissant les niveaux d'émission de référence à atteindre ;

CONSIDERANT que la fabrication de panneaux à base de bois, réalisée par la société SWISS KRONO, relève de l'application de la directive dite « IED » et des conclusions sur les meilleures techniques disponibles du 20 novembre 2015 ;

CONSIDERANT que l'usine de SWISS KRONO à SULLY-SUR-LOIRE, spécialisée dans la fabrication de panneaux à base de bois, est composée principalement de deux lignes de fabrication, celle de panneaux de particules et celle de panneaux OSB (Oriented Strand Board), panneaux de lamelles minces, longues et orientées ;

CONSIDERANT que la ligne de fabrication de panneaux OSB, concernée par la demande de dérogation, relèvent des rubriques 3610 et 3110 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDERANT que la demande de report de la dérogation est liée au réexamen IED des conditions d'autorisation en vue de l'application des meilleures techniques disponibles (MTD) ;

CONSIDERANT que l'exploitant, dans sa demande initiale, a opté pour le remplacement complet avant le 24 novembre 2022 des séchoirs directs de la ligne de fabrication des panneaux OSB, par des séchoirs indirects présentant une technologie plus performante, notamment en matière de rejets atmosphériques et d'économie d'énergie ;

CONSIDERANT le contexte de pandémie internationale qui a eu pour conséquence de mettre en suspend les décisions des actionnaires et qui allonge les délais de fabrication des installations de par la pénurie de certaines matières premières ;

CONSIDERANT que la nouvelle chaudière biomasse alimentant les futurs sécheurs basse température ne sera mise en service qu'au 1er juillet 2024 ;

CONSIDERANT que l'exploitant a sollicité le report d'application de la MTD 17, au 24 novembre 2022 puis au 1^{er} juillet 2024, afin de lui permettre de remplacer les séchoirs de la ligne de fabrication des panneaux OSB ;

CONSIDERANT que le report de la dérogation nécessite une surveillance environnementale semestrielle jusqu'au 30 juin 2024 ;

CONSIDERANT que la demande de report de la dérogation, présentée par la société SWISS KRONO, a été soumise à la consultation du public ;

CONSIDERANT que l'analyse du dossier de demande de report de la dérogation, des avis émis conduit à adapter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2021 susvisé ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Loiret ;

ARRÊTE

CHAPITRE I : BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION

Article 1.1 : exploitant titulaire de l'autorisation

La société SWISS KRONO dont le siège social est situé route de Cerdon à SULLY SUR LOIRE (45600) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de SULLY SUR LOIRE, à cette même adresse, (coordonnées Lambert 93 : X= 652 662 m et Y= 6 737 649 m), les installations de fabrication de panneaux à base de bois.

Article 1.2 : modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les dispositions du présent arrêté modifient celles de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2021.

L'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2021 est abrogé et remplacé par l'article 2 du présent arrêté.

L'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2021 est abrogé et remplacé par l'article 3 du présent arrêté.

L'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2021 est abrogé et remplacé par l'article 4 du présent arrêté.

L'article 3.2.5 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2021 est abrogé et remplacé par l'article 5 du présent arrêté.

L'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2021 est abrogé et remplacé par l'article 6 du présent arrêté.

L'article 9.2.2 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2021 est abrogé et remplacé par l'article 7 du présent arrêté.

Article 2 : consistance des installations autorisées

Les panneaux à particules sont issus d'une ligne de production en continu ; à laquelle sont associées :

- 4 presses à mélaminer,
- 2 ponceuses,
- 1 chaîne de tabletterie,
- 1 chaîne d'usinage de dalles.

Les panneaux OSB sont issus d'une ligne de production en continu, à laquelle est associée une chaîne d'usinage de dalles.

Étape de fabrication	Équipements OSB	Équipements PP
Stockage matières premières	Parc à bois: 100% de rondins	Parc extérieur: sciures, broyats de plaquettes, connexes de scierie et rondins.
Écorçage	1 écorceuse	-----
Coupe de rondins	2 coupeuses	Hachoirs, broyeur, trieurs et coupeuses
Préparation de la matière	-----	6 coupeuses pour la mise en plaquettes
Stockage tampon	2 silos lamelles vertes de 370 m ³	2 silos plaquettes de 370 m ³ 3 silos humides pour copeaux de 1 000 m ³ 2 silos humides pour sciures de 1 000 m ³
Séchage des lamelles	2 séchoirs	1 séchoir
Tamissage et triage	Une installation de tamisage (fines et grosses lamelles)	Une installation de tamisage
Stockage	2 silos de lamelles sèches de 370 m ³ Un silo hors normes de 150 m ³ Un silo fin copeaux de 500 m ³ Un silo copeaux panneaux de particules de 180 m ³	Un silo produits hors normes de 400 m ³ Un silo poussières de 300 m ³ 2 silos diviseurs de 260 m ³ 2 silos copeaux de 260 m ³
Encollage Formation du matelas Pressage Tronçonnage Refroidissement Sciage	Ligne OSB en continu : - 2 encolleuses - 4 conformateurs - 1 presse - 4 scies de délignage - 2 scies de découpage - 1 scie longitudinale	Une ligne en continu : - 2 encolleuses - 4 conformateurs - 1 presse - 4 scies de délignage (rogneuses) - 2 scies de découpage - 1 scie longitudinale
Ponçage	-----	2 lignes de ponçage
Emballage et stockage dans les bâtiments	2 lignes d'emballage-cerclage	2 lignes d'emballage

Étape de fabrication	Équipements OSB	Équipements PP
Finition		4 presses à mélaminer, 1 ligne de découpe panneaux et placage de chants (tabletterie) 1 ligne de découpe panneaux
Autres	1 ligne de fabrication de cales	

Les outils nécessaires à la fabrication des dalles :

Etape de fabrication	Atelier DELMAC- Dalles OSB	Atelier Dalles PP
Rainurage des dalles	Une ligne avec rainureuse	Une ligne avec rainureuse
Emballage	Une ligne d'emballage cerclage en continu avec la rainureuse	Une ligne d'emballage cerclage en continu avec la rainureuse

Une installation de nettoyage des broyats de bois dénommée "RDB" est destinée à débarrasser les éléments indésirables tels que les plastiques (nettoyeur centrifuge), les métaux ferreux et non ferreux (courants de Foucault), les sables et cailloux, etc...avant réduction des broyats à la bonne taille.

Les équipements comportent, par ailleurs, deux salles de préparation et de distribution de colles.

Panneaux de particules :

- 2 cuves de colles Urée-Formol, soit 900 m³
- 4 cuves de 15 m³ de sulfate d'ammonium (sous forme liquide)
- 4 cuves de 15 m³ et 1 cuve de 30 m³ d'émulsion de paraffine
- 2 cuves de 22 m³ de MDI

OSB :

- 4 cuves de MDI
- 3 cuves d'émulsion de paraffine
- 2 cuves de démoulant
- 5 cuves vides
- Soit 14 cuves de 80 m³ chacune.

Séchoirs :

- la ligne de fabrication des panneaux de particules est équipée d'un séchoir direct dont les rejets sont traités par un électrofiltre à voie humide ;
- la ligne de fabrication des panneaux OSB est équipée de deux séchoirs directs fonctionnant à haute température (320°C), destinés à être remplacés, avant le 1^{er} juillet 2024, par des séchoirs indirects à bande fonctionnant à basse température (120°C), afin de respecter la MTD 17 de la décision 2015/2119/UE du 20 novembre 2015 susvisée.
Chaque séchoir OSB est surmonté d'un « silo vert » à plat d'un volume de 500 m³.
Chaque séchoir contient au maximum 240 m³ de biomasse en cours de séchage.

Huile thermique

L'huile thermique est stockée dans 2 cuves acier sur rétention béton (2 x 50m³) à compter de la mise en service de la centrale de production d'énergie (chaudière biomasse de 63 MW et chaudière gaz de 37,5 MW appoint/secours). Le volume d'huile de la nouvelle unité est de 50 m³, auquel s'ajoute environ 40 m³, pour le réseau de liaison (DN300 aller et retour) avec le collecteur huile thermique existant.

La surface du local technique huile thermique, comportant l'échangeur et les pompes) est d'environ 200 m² sur rétention.

La nouvelle unité contient une huile synthétique stockée dans un volume séparé du réseau existant par un échangeur d'interface.

Centrale de production d'énergie :

• Un stockage actif d'écorces et de co-produits sur fonds mouvant de 900 m³. Ce stockage est couvert et mesure au maximum 240 m² (deux alvéoles séparées par une paroi), pour une hauteur maximale de chargement de 6 m.

- Un silo à poussière de 700 m³
- Un silo à fines (« granulates ») de 700 m³

- Une chaudière biomasse à grille à gradins équipée également de 2 bruleurs mixte poussières / gaz naturel et de 3 bruleurs à « granulés », produisant de l'huile thermique et de l'eau surchauffée (55 MW au total)
- Un système de traitement des NOx par injection d'urée dans le foyer (SNCR avec une cuve d'urée de 40m³)
- Un système de dépoussiérage des fumées avec multi-cylcones de chaux et filtre à manches
- Un condenseur sur fumées de 15 MWth produisant de l'eau chaude pour les sècheurs
- Une cheminée de 38 m
- Un silo de charbon actif d'un volume de 40 m³
- Un silo de chaux de 60 m³
- Un silo de cendres volantes de 100m³.
- Un local technique pour le pompage et la distribution de l'huile thermique, de l'eau surchauffée et de l'eau chaude
- Des locaux électriques
- Un groupe électrogène
- Une chaudière gaz naturel de 37,5 MW produisant de l'eau surchauffée en appoint et en secours
- Des locaux techniques d'exploitation.

Article 3 : conduits et installations raccordés

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible (cf. nota ci-après)	Autres caractéristiques
1 OSB Buttner(*)	BUTTNER (brûleur) TURBOMAC (turbine n°1) GEKA (chaudière) VYNCKE (brûleur) Pilote (brûleur)	24 MW 11 MW 25 MW 7,5 MW 7 MW	Gaz Gaz Ecorces Poussières+Gaz Gaz	Chauffage fluide caloporteur + séchage OSB Buttner
1' OSB sècheur BT 1	Sècheur BT		-	3 conduits Fonctionne à l'eau chaude
2 OSB Promill(*)	PROMILL (brûleur) MST (brûleur) TURBOMAC (turbine n°2)	24 MW 23 MW 11 MW	Gaz Gaz + poussières Gaz	Séchage OSB Promill
2' OSB sècheur BT 2	Sècheur BT		-	3 conduits Fonctionne à l'eau chaude
3 (PP Promill)	PROMILL TURBOMAC (turbine n°3)	48 MW 15 MW	Gaz + poussières Gaz	Séchage PP Promill
4 Cheminée THZ	THZ (chaudière d'appoint/ secours)	18 MW	Gaz	Réchauffage fluide caloporteur
5 Cheminée HEILER	HEILER (chaudière de secours)	10 MW	Gaz	Réchauffage fluide caloporteur
6	Presse OSB			Evacuation en toiture après laveur humide des fumées
7	Presse CONTIROLL PP			Evacuation en toiture après laveur humide des fumées
8	Chaudières de récupération sur TAG OSB 1 et 2	11 MW 11 MW	Gaz	Eau surchauffée pour les sècheurs basse température
9	Chaudière biomasse	63 MW	Biomasse et gaz	Chauffage du fluide thermique, eau surchauffée et eau chaude pour sècheurs basse température

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible (cf. nota ci-après)	Autres caractéristiques
10	Chaudière gaz (chaudière de secours/appoint)	37,5 MW	Gaz	Eau surchauffée pour sècheurs basse température

(*) **Jusqu'au 30 juin 2024.** Ensuite, l'installation de séchage de lamelles Stella sera pourvue de deux sècheurs chacun équipé de 3 cheminées.

Un schéma de l'ensemble des émissaires de rejet atmosphérique est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Nota : Le bois réceptionné sur le site, au titre des rubriques 1532 et 2714 de la nomenclature, est intégralement destiné à la fabrication de panneaux de bois. Seuls les déchets de bois issus du process peuvent être utilisés comme combustible dans les installations raccordées aux conduits n° 3 et 9. Cela inclut le bois sous forme de morceaux bruts, d'écorces, de bois déchiquetés, de sciures, de poussières de ponçage ou de chutes issues de l'industrie du bois, de sa transformation ou de son artisanat, les refus unité RDB issues du process PP, les raclages du parc à bois, les boues de l'électrofiltre humide.

Article 4 : valeur limite des concentrations dans les rejets atmosphériques

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), sauf pour les installations de séchage (conduits n° 1, 2 et 3) pour lesquelles les mesures se font sur gaz humides ;
- à une teneur en O₂ précisée, le cas échéant, dans le tableau ci-dessous.

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit n°1	Conduit n°2	Conduit n°3	Conduit n°4	Conduit n°5	Conduit n°6	Conduit n°7
Concentration en O ₂	18 %	18 %	18 %	3%	3%		
Poussières	100 jusqu'au 30/06/2024 10 à partir du 01/07/2024	100 jusqu'au 30/06/2024 10 à partir du 01/07/2024	30	5	5	15	15
SO ₂	50	50	50	35	35		
NO _x en équivalent NO ₂	200	200	200	100	100		
CO	200	200	200	100	100		
COVT	400 jusqu'au 30/06/2024 200 à partir du 01/07/2024	400 jusqu'au 30/06/2024 200 à partir du 01/07/2024	200			100	100
COVNM				110	110		
HAP	0,1	0,1	0,1				
Cd+Hg+Tl et composés	0,1 (0,05 par métal)	0,1 (0,05 par métal)	0,1 (0,05 par métal)				
As+ Se+Te et composés	1	1	1				
Pb et composés	1	1	1				
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn et composés	5	5	5				
Formaldéhyde	10	10	10			10	15
Dioxines et furannes (PCDD/PCDF) en ng I-TEQ/Nm ³	0,1	0,1	0,1				

Conduit sécheur indirect basse température OSB (n°1' et n°2') à partir du 01/07/2024	Concentration moyenne sur la période d'échantillonnage (mg/Nm ³)
Poussières	10
SO ₂	10
CO	40
COVT	200
HAP	0,02
Cd+Hg+Tl et composés	0,02 (0,01 par métal)
As+ Se+Te et composés	0,2
Pb et composés	0,2
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+ Mn+Ni+V+Zn et composés	1
Formaldéhyde	10

Conduits n°8-1 et n°8-2	Valeur limite en moyenne journalière (mg/Nm ³)	Valeur limite en moyenne mensuelle ou mesures ponctuelles (mg/Nm ³)	Valeur limite en moyenne annuelle (mg/Nm ³)
Concentration O ₂	15 %	15 %	15,00 %
NOx	55	50	50
CO	85	85	85
Poussières totales	-	10	-
Dioxyde de soufre (SO ₂)	10	10	10

Conduit n°9	Valeur limite en moyenne journalière (mg/Nm ³)	Valeur limite en moyenne mensuelle ou mesures ponctuelles (mg/Nm ³)	Valeur limite en moyenne annuelle (mg/Nm ³)
Concentration O ₂	6,00 %	6,00 %	6,00 %
Poussières totales	10	9	5
CO	160	150	150
Chlorure d'hydrogène (HCl)	12	11	5
Dioxyde de soufre (SO ₂)	85	77	50
NOx	200	182	140
Ammoniac (NH ₃)	15	15	15
COVnm	-	50	-
Fluorure d'hydrogène (HF)	-	1	-
Cadmium (Cd)	-	0,05	-
Thallium (Tl)	-	0,05	-
Mercurure et composés (Hg)	-	0,01	-
Cd + Tl + Hg et composés	-	0,1	-
Plomb et composés (Pb)	-	1	-
As+Se+Te et composés	-	1	-
Sb+Cr+Cu+Sn+Co+Mn+Ni+V +Zn et composés	-	5	-
PCDD/PCDF en ngl-TEQ/Nm ³	-	0,1 ng	-
HAP	-	0,01	-

Conduit n°10	Valeur limite en moyenne journalière (mg/Nm³)	Valeur limite en moyenne mensuelle ou mesures ponctuelles (mg/Nm³)	Valeur limite en moyenne annuelle (mg/Nm³)
Concentration O ₂	3,00 %	3,00 %	3,00 %
NO _x	85	77	60
CO	55	50	50
Poussières totales	-	5	-
Dioxyde de soufre (SO ₂)	-	35	-
COVnm	-	50	-
HAP	-	0,01	-
Cd + Tl + Hg et composés	-	0,1	-
Plomb et composés (Pb)	-	1	-
As+Se+Te et composés	-	1	-
Sb+Cr+Cu+Sn+Co+Mn+Ni+V+Zn et composés	-	5	-

Article 5 : quantités maximales rejetées

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps (kg/h). Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Flux de polluants en kg/h	Conduit n°1 ⁽²⁾	Conduit n°2 ⁽²⁾	Conduit n°3	Conduit n°4	Conduit n°5	Conduit n°6	Conduit n°7
Poussières	20	20	10,5	0,095	0,045	2,25	0,45
SO ₂	10	10	17,5	0,665	0,315		
NO _x en équivalent NO ₂	40	40	70	1,9	0,9		
CO	40	40	70	1,9	0,9		
COVT	80	80	70			15	3
COVNM				2,1	1		
HAP	0,02	0,02	0,04				
Cd+Hg+Tl et composés	0,02 (0,01 par métal)	0,02 (0,01 par métal)	0,04 (0,02 par métal)				
As+ Se+Te et composés	0,2	0,2	0,35				
Pb et composés	0,2	0,2	0,35				
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn et composés	1	1	1,75				
Formaldéhyde	2	2	3,5			1,5	0,45

(2) Jusqu'au 30 juin 2024.

Le débit maximal pour l'ensemble des cheminées des futures installations de séchage basse température pris en compte pour le respect des flux de l'Etude des Risques Sanitaires de 2021 est de 1 500 000 Nm³/h.

Conduits sécheurs indirect basse température OSB à partir du 01/07/2024	Flux de polluants en kg/h des deux sécheurs OSB basse température
Poussières	12,7
SO ₂	12,7
CO	50,8
COVT	200
HAP	0,02
Cd+Hg+Tl et composés	0,02 (0,01 par métal)
As+ Se+Te et composés	0,2
Pb et composés	0,2
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn et composés	1

Formaldéhyde	12,7
--------------	------

Conduits n°8-1 et n°8-2	Flux de polluant (kg/h)
NOx	3,5
CO	5,4
Poussières totales	0,6
Dioxyde de soufre (SO ₂)	0,6

Conduit n°9	Flux de polluant (kg/h)
Poussières totales	1,1
CO	16,5
Chlorure d'hydrogène (HCl)	1,32
Dioxyde de soufre (SO ₂)	9,35
NOx	22
Ammoniac (NH ₃)	1,65
COV	5,5
Fluorure d'hydrogène (HF)	0,11
Cadmium et composés (Cd)	0,006
Thallium et composés (Tl)	0,006
Mercure et composés (Hg)	0,006
Cd + Tl + Hg et composés	0,011
Plomb et composés (Pb)	0,11
As+Se+Te et composés	0,11
Sb+Cr+Cu+Sn+Co+Mn+Ni+V+Zn et composés	0,6
PCDD/PCDF en ngI-TEQ/Nm ³	1,1E-08
HAP	0,001

Conduit n°10	Flux de polluant (kg/h)
NOx	2,574
CO	1,95
Poussières totales	0,195
Dioxyde de soufre (SO ₂)	1,365
COV	1,950
HAP	0,00039
Cd + Tl + Hg et composés	0,004
Plomb et composés (Pb)	0,039
As+Se+Te et composés	0,039
Sb+Cr+Cu+Sn+Co+Mn+Ni+V+Zn et composés	0,195

Les flux annuels maximums autorisés à l'échelle du site, par paramètres, sont les suivants :

Paramètre	Flux de polluant (t/an)
Poussières totales	162
CO	1755
Chlorure d'hydrogène (HCl)	4,4
Dioxyde de soufre (SO ₂)	476
NOx	245,8
Ammoniac (NH ₃)	13,2
COV	828,4
Fluorure d'hydrogène (HF)	0,9
Cadmium et composés (Cd)	0,044
Thallium et composés (Tl)	0,044
Mercure et composés (Hg)	0,044

Cd + Tl + Hg et composés	0,090
Plomb et composés (Pb)	0,880
As+Se+Te et composés	0,896
Sb+Cr+Cu+Sn+Co+Mn+Ni+V+Zn et composés	4,480
PCDD/PCDF en ngI-TEQ/Nm3	8,8E-08
HAP	0,0092
Formaldéhyde	14,4000

Article 6 : autosurveillance des émissions atmosphériques

L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions de polluants. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.

A compter de la date de mise en service des nouveaux sècheurs basse température, l'exploitant procède à un bilan quadriennal du programme de surveillance. A l'issue de ce bilan une adaptation du programme de surveillance pourra être envisagé après accord de l'inspection des installations classées.

Le bilan des mesures est transmis à l'inspection des installations classées accompagné des commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

En application de l'article 58-V. De l'arrêté ministériel du 02/02/1998, au moins, un contrôle supplémentaire et inopiné des rejets par un organisme agréé différent de celui intervenant habituellement est réalisé sur la période de dérogation dont le déclenchement est assuré par l'inspection des installations classées. Les mesures sont effectuées aux frais de l'exploitant.

La périodicité de la transmission est à fréquence trimestrielle.

Le bon fonctionnement des appareils de mesure en continu est vérifié au moins une fois par jour. Les appareils de mesure en continu sont contrôlés une fois par an au moyen de mesures en parallèle selon les méthodes de référence définies par les normes en vigueur.

Paramètre	Conduits n°	Périodicité et type de contrôle
Débit gaz	1 et 2 jusqu'au 30/06/2024	Mensuelle par organisme agréé
O ₂		
CO		
Poussières (1)		
COVT		
COVnm	3 3	En continu sur les 2 cheminées les plus pénalisantes et estimations mensuelles sur les 4 autres et Annuelle par organisme agréé (2)
Débit gaz	1, 2 et 3	En continu et annuelle par organisme agréé Annuelle par organisme agréé
O ₂		
NO _x		
Formaldéhyde		
SO ₂	1, 2 et 3	Semestrielle par organisme agréé (3)
HAP		
Métaux		
Dioxines et furannes (PCDD/PCDF)	1, 2 et 3	Annuelle par organisme agréé
Débit gaz	4 et 5	Annuelle par organisme agréé (sauf si durée de fonctionnement inférieure à 500 heures)
O ₂		
NO _x		
Poussières		

Paramètre	Conduits n°	Périodicité et type de contrôle
SO ₂		
CO		

Paramètre	Conduits n°	Périodicité et type de contrôle
Débit gaz	6 et 7	Semestrielle par organisme agréé
Poussières		
COVT		
Formaldéhyde		

- (1) Si le flux horaire de l'ensemble des émissions canalisées dépasse 50 kg/h, la mesure en permanence des émissions de poussières par une méthode gravimétrique est réalisée. Si le flux horaire dépasse 5 kg/h, mais est inférieur ou égal à 50 kg/h, une évaluation en permanence de la teneur en poussières des rejets à l'aide, par exemple, d'un opacimètre est réalisée.
- (2) La surveillance en continu des émissions est réalisée a minima sur l'émissaire le plus représentatif des émissions. Une mesure annuelle sur chacun des 5 autres émissaires permet de vérifier que l'émissaire défini est bien celui le plus représentatif des émissions. Les modalités de calcul des émissions font l'objet d'une note méthodologique établie par l'exploitant transmise à l'inspection des installations classées pour accord, 6 mois avant la mise en service des nouveaux sècheurs basse température.
- (3) La technologie des futurs sècheurs par un séchage indirect avec l'utilisation de la chaleur produite par des circuits d'eau chaude garantit l'absence de combustion au niveau des sècheurs, et par conséquent la production de NO_x. La surveillance des NO_x n'est donc pas requise sur les nouveaux sècheurs indirects OSB à partir du 01/07/2024.

Conduits et appareils surveillés	Substance	Périodicité et type de contrôle
Conduit 10 (gaz naturel)	Débit, teneur en oxygène, température, pression, teneur en vapeur d'eau des fumées	En continu
	NO _x	En continu + annuelle
	CO	En continu + annuelle
	Poussières	Semestrielle
	SO ₂	Estimation journalière et mesure semestrielle
Conduit 9 (biomasse)	Débit, teneur en oxygène, température, pression, teneur en vapeur d'eau des fumées	En continu
	NH ₃	En continu + annuel
	NO _x	
	CO	
	Poussières	
	SO ₂	
	HCl	
	HAP	Trimestrielle La mesure trimestrielle devient annuelle si les résultats obtenus après un an de
	COV	
	Métaux et métalloïdes	

	Formaldéhyde	surveillance dans des conditions de fonctionnements similaires sont peu dispersés.
	Hg et composés	Annuelle
	HF	Annuelle
	Dioxines et furanes	Annuelle
Conduits 8-1 et 8-2 (TAG 1 et 2, gaz naturel)	Débit, teneur en oxygène, température, pression, teneur en vapeur d'eau des fumées	En continu
	NOx	Surveillance permanente d'un paramètre représentatif plus étalonnage trimestriel + annuelle
	CO	Surveillance permanente d'un paramètre représentatif plus étalonnage trimestriel + annuelle
	Poussières	Annuelle
	SO2	Estimation journalière et mesure annuelle

Mesures en continu

Dans le cas d'une surveillance en continu, les valeurs limites sont considérées comme respectées lorsque les résultats des mesures font apparaître simultanément que:

- aucune valeur moyenne mensuelle au cours d'un mois civil ne dépasse la valeur limite fixée au présent arrêté ;
- pour les poussières, 97 % de toutes les valeurs moyennes relevées sur 48 heures ne dépassent pas 110 % des valeurs limites d'émissions ;

Dans le cas de mesures en continu, les valeurs limites d'émission fixées au chapitre III sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées :

- aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées au chapitre III du présent arrêté ;
- aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées au chapitre III du présent arrêté ;
- aucune valeur annuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées au chapitre III du présent arrêté ;

Aux fins du calcul des valeurs moyennes d'émission, il n'est pas tenu compte des valeurs mesurées durant les phases de démarrage et d'arrêt déterminées conformément à l'article 3.2.9 du présent arrêté.

Les valeurs moyennes horaires validées sont déterminées à partir des valeurs moyennes horaires, après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance à 95 % indiquée à l'article 33 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018.

Les valeurs moyennes journalières validées et les valeurs moyennes mensuelles validées s'obtiennent en faisant la moyenne des valeurs moyennes horaires validées.

Il n'est pas tenu compte de la valeur moyenne journalière lorsque trois valeurs moyennes horaires ont dû être invalidées en raison de pannes ou d'opérations d'entretien de l'appareil de mesure en continu. Le nombre de jours écartés pour des raisons de ce type est inférieur à 10 par an. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires à cet effet.

Dans l'hypothèse où le nombre de jours écartés dépasse 30 par an, le respect des valeurs limites d'émission est apprécié en appliquant les dispositions de l'article 36 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018.

Moyenne journalière : Moyenne sur une période de 24 heures des moyennes horaires valables obtenues par mesures en continu.

Moyenne annuelle : Moyenne sur une année des moyennes horaires valables obtenues par mesures en continu.

Mesures discontinues

Dans le cas de mesures discontinues ou d'autres procédures d'évaluation des émissions, les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats des mesures, obtenus conformément aux dispositions de l'arrêté d'autorisation, ne dépassent pas les valeurs limites d'émission en moyennes mensuelles.

Chaudière GEKA

Les rejets de la chaudière GEKA partent dans le sécheur et sont évacués par le conduit de ce dernier.

Article 7 : mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement

L'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité et à ses frais un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement.

L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées. Il y sera notamment spécifié : l'objectif de la surveillance environnementale, le périmètre retenu pour la zone d'étude, la nature des milieux et des matrices à surveiller, le choix des périodes de mesures ou de prélèvements, la nature des polluants, les protocoles de prélèvement, de préparation des échantillons et d'analyses associées, les unités de restitution des résultats et les limites de quantification.

La proposition de programme de surveillance environnementale argumentée est soumise à l'accord préalable de l'inspection.

L'exploitant réalise une surveillance dans l'air selon les modalités définies dans les articles ci-après.

Article 7.1 : Implantation des ouvrages de contrôle des retombées des émissions atmosphériques

Les mesures doivent être réalisées soit au niveau des points de retombées maximum, soit au niveau des premières habitations qui sont le plus exposé aux retombées de l'installation. Les mesures sont réalisées lorsque la contribution est caractéristique de l'activité y compris lorsque la contribution y est la plus forte (fonctionnement normal, régime de démarrage, dérive suite à un dysfonctionnement, etc).

Lors du choix de l'implantation d'un point de prélèvement, toutes les dispositions sont prises pour éviter de placer le point dans un endroit abrité (proche de bâtiments, sous de la végétation...) ou modifiant l'aérodynamique localement (rupture de pentes, à moins de 10 m d'un fleuve ou d'une rivière large...).

Pour les mesures des dépôts atmosphériques, des lichens, mousse ou ray-grass les implantations des points de prélèvement sont conformes aux normes en vigueur.

Toute modification, ajout ou retrait d'un point de prélèvement est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.

Article 7.2 : réseau et programme de surveillance

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

Nom du point de mesure	Emplacement par rapport au site en exploitation
Point « H2 » point retenu par l'APAVE dans son étude du 11/02/2020 comme le plus impacté par les rejets lors de sa modélisation de 2020 et situé en zone habitée	1 km sous les vents dominants.

Les mesures sont, si possible, reconduites aux mêmes points d'échantillonnage que ceux figurant dans le diagnostic initial de l'étude d'impact.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur.

La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur l'installation classée autorisée ou dans son environnement proche.

L'exploitant fait analyser dans les matrices définies les paramètres suivants, avec les fréquences et technologies associées :

		Unité de mesure	Méthode de mesure	Polluants surveillés	Durée de surveillance	Périodicité
Mesure physico-chimique	Mesure en continu 24h/24h	µg/m ³	Analyseur en continu	Particules (PM10 / PM2,5)	Durée minimale de 2 semaines	Semestrielle sur la période de la dérogation IED (du 24/11/2022 au 01/07/2024) puis annuelle
Mesure physico-chimique	Dépôts atmosphériques	µg/m ³	capteurs à diffusion passive	composés organiques (formaldéhyde, COVnm)	Durée minimale de 2 semaines	Semestrielle (sur la période de la dérogation IED : 24/11/2022 au 01/07/2024) puis annuelle

Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont fixés sous le contrôle de l'inspection des installations classées.

Les émissions diffuses sont prises en compte.

Article 7.3 : expression des résultats

Les résultats doivent être exprimés selon les normes en vigueur et comparés aux valeurs réglementaires ou aux valeurs de gestion si elles existent ou à défaut aux valeurs de référence (valeur de bruit de fond, point local témoin).

Dans le cas des dépôts atmosphériques (ETM, PCDD/F) les résultats pourront être rapprochés aux valeurs de comparaison issues des publications répertoriant les niveaux de dépôts (publication INERIS « document complémentaire au guide de surveillance dans l'air autour des installations classées »).

Les résultats de ce programme de surveillance sont repris dans le rapport prévu à l'article 9.4.1 de l'arrêté du 28 décembre 2021.

Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant.

Article 7.4 : données météorologiques

La direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées en continu / avec une résolution horaire au minimum par une station de mesures sur le site de l'exploitation.

La vitesse et la direction des vents sont mesurées à une hauteur de 10 m du sol. L'emplacement du matériel de mesure devra être conforme aux règles de bonnes pratiques de Météo France : en dehors de toute influence topographique et / ou bâtimementaire.

La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.

Les données météorologiques provenant d'une station météorologique de Météo France ne pourront être utilisées que si elles sont représentatives des conditions locales.

Article 8 : sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux conditions indiquées dans le présent arrêté et à celles qui lui seraient imposées par la suite, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à son encontre, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 9 : publicité

Pour l'information des tiers cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Loiret pour une durée minimum de quatre mois.

Article 10 : exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret, le Maire de la commune de SULLY-SUR-LOIRE le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Orléans, le **27 JAN. 2023**

Pour la préfète et par délégation,
le secrétaire général,


Benoît LEMAIRE

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, au tribunal administratif d'Orléans - 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1.

- par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Loiret dans les conditions prévues à l'article R.181-45 de ce même code.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLEANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du code de l'environnement.

